

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU PATRIMC

SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT

SERVICE DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

Avis de la Demande de Cotation
En procédure d'urgence

05/M3-120 ADC/MINSANTE/CIPM/2025 du 24 JUN 2026

Pour l'organisation d'un séminaire de formation pour le renforcement des capacités des responsables ministériels sur les meilleures pratiques en santé mentale et dépendance.

1. Objet de la Demande de Cotation :

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) visant à renforcer la prévention, la prise en charge et la continuité des soins, le Ministre de la Santé Publique envisage organiser un séminaire de formation pour le renforcement des capacités des responsables ministériels sur les meilleures pratiques en santé mentale et dépendances.

2. Consistance de la prestation :

La présente Demande de Cotation consiste en l'organisation des sessions de renforcement capacité, à travers un séminaire de formation à l'intention des cadres et personnels du MINSANTE ainsi que les autres départements ministériels et institutions publiques concernées. Ces sessions auront pour objectif de renforcer leurs connaissances des standards internationaux et des approches intégrées de prévention, de traitement et de suivi des troubles liés à la santé mentale et aux addictions.

3. Participation et origine :

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience dans l'organisation des séminaires, des prestations de services, et répondant aux critères de qualification indiqués dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4. Financement :

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le Budget de Fonctionnement du Ministère de la Santé Publique, exercice 2026, sur la ligne d'imputation n°60 40 414 1 3200011 0133 361810.

5. Coût prévisionnel :

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de trente-quatre millions trois cent cinquante mille (34 350 000) francs CFA Toutes Taxes Comprises.

6. Consultation du Dossier de Cotation :

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Secrétariat du Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE – Tél. : 222 22 10 21, sis au rez-de-chaussée de l'immeuble de la Santé abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP), situé non loin de l'immeuble siège de la Croix – Rouge Camerounaise à Yaoundé, dès publication du présent avis. La version électronique peut également être consultée en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

7. Mode de soumission

Les soumissions seront exclusivement faites en ligne via COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm>.

8. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- ✓ 5Mo pour l'Offre Administrative ;
- ✓ 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- ✓ 5Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- ✓ Formats PDF pour les documents textuels ;
- ✓ JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

9. Acquisition du Dossier de Consultation :

La version physique du Dossier de Demande de Cotation peut être obtenu aux heures ouvrables au Secrétariat du Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE – Tél. : 222 22 10 21, sis au rez-de-chaussée de l'immeuble de la Santé abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP), situé non loin de l'immeuble siège de la Croix – Rouge Camerounaise, dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public, d'une somme non remboursable de quinze mille (15 000) francs CFA représentant les frais d'achat du Dossier.

Lors du retrait du dossier, le soumissionnaire devra remettre une photocopie de sa quittance portant bien son nom, le nom du Maître d'Ouvrage et le numéro de la Cotation. Il est possible d'obtenir la version électronique du Dossier de Demande Cotation par simple téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du Dossier de Demande de Cotation.

10. Caution de soumission :

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, sous peine de rejet, un cautionnement de soumission timbré, daté, signée, acquitté à la main et accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC, émis par un établissement financier agréé par le Ministère des Finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DDC, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Le montant de la caution de soumission s'élève à cinq cent mille (500 000) francs CFA.

11. Remise des offres :

Chaque cotation rédigée en français ou en anglais, sera exclusivement transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm> au plus tard le 28/07/26 à 13 heures, heure locale. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible (Copie de Sauvegarde) en plus des références de la Demande de Cotation dans les délais impartis et devra porter la mention :

"Avis de la Demande de Cotation en procédure d'urgence N° 05/M3/ADCMINSANTE/CIPM/2025 Pour l'organisation d'un séminaire de formation des secrétaires de direction sur l'organisation du travail administratif au Ministère de la Santé Publique."
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

12. Ouverture des offres :

L'ouverture des plis se fera en un temps via la plateforme COLEPS et aura lieu le 29/07/26 par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINSANTE, sise à l'immeuble Ex-PSFN situé à proximité du siège de la Croix Rouge camerounaise, à partir de 14 heures, heure locale, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être en cours de validité impérativement produites en originaux et/ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative compétente, conformément à la stipulation du Règlement Particulier de la Cotation. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de Cotation.

En cas d'absence et ou de non-conformité d'une pièce administrative lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

13. Recevabilité des Cotations :

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être enregistrée sur clé USB avec l'indication claire et lisible "Copie de Sauvegarde" devra être transmise sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- ✓ Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- ✓ Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- ✓ Les plis sans indication de l'identité de la Demande de Cotation.

Toute offre non-conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier de Demande de Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence et ou la non-conformité du cautionnement de soumission timbré, daté, signée, acquitté à la main et accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC, émis par une institution financière de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances et autorisée, à émettre les cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la présente Demande de Cotation est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. L'absence de la caution de soumission timbrée, datée, signée, acquittée à la main et accompagnée du récépissé délivré par la CDEC, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

14. Critères d'évaluation :

Ils comprennent les critères éliminatoires et les critères essentiels définis ainsi qu'il suit :

14.1. Critères éliminatoire :

- a. Absence du cautionnement de soumission timbrée, datée, acquittée à la main et accompagnée du récépissé de consignation délivré par CDEC d'un montant de cinq cent mille (500 000) francs CFA à l'ouverture des plis ;
- b. Fausse déclaration ou pièce falsifiée;
- c. Absence ou non-conformité d'une pièce administrative après épuisement du délai de 48 heures accordées ;
- d. Absence d'un élément de l'offre financière (soumission, BPU, DQE) ;
- e. Non-respect d'au moins 5 critères essentiels sur 6;
- f. Absence des copies de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme ;
- g. Absence de la charte d'intégrité dûment remplie et signée sur l'honneur ;
- h. Absence de la déclaration d'engagement social et environnemental dûment rempli et signé sur l'honneur ;
- i. Absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché durant les trois dernières années.

14.2. Critères essentiels :

Les critères essentiels sont les suivants :

- Présentation de l'offre
- Expérience du soumissionnaire
- Plan de travail et méthodologie
- Personnel clé
- Moyen logistique

- Preuve d'acceptation des conditions de la lettre-commande

Toute offre ne satisfaisant pas les critères ci-dessus sera déclarée non conforme pour l'essentiel et sera disqualifiée.

Les offres devront être chiffrées hors taxes sur la valeur ajoutée (HTVA) et toutes taxes comprises (TTC) et accompagnées du modèle de soumission signé.

15. Délai et lieu d'exécution :

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de présente Demande de Cotation est de cinq (05) jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations. Le lieu de réalisation est : MBANKOMO.

16. Attribution de la Lettre-commande :

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre-commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres :

Les soumissionnaires restent engagés par leurs cotations pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date fixée pour la remise des cotations.

18. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat du Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE – Tél. : 222 22 10 21), sis au rez-de-chaussée de l'immeuble de la Santé abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP), situé non loin de l'immeuble siège de la Croix – Rouge Camerounaise à Yaoundé, ou en ligne sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm> et www.arp.cm.

Les renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat de la Direction de la Promotion de la Santé située près de l'Hôpital JAMOT.

19. Assistante technique :

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email : dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques :

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS à la CONAC au numéro : 1517, l'Autorité chargée des Marchés publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros suivants : 673 205 725/699 370 748.

Yaoundé, le 24 Juin 2026

Copies:

- MINMAP ;
- ARMP/JDM (pour publication) ;
- Président CIPM/MINSANTE ;
- Secrétariat CIPM/MINSANTE ;
- Service des Marchés Publics ;
- Archives/chrono (pour information).



Dr. Manacada Malachie



Request for Quotation notice

In emergency procedure

05/13-120 No. /RQN/MINSANTE/CIPM/2025 of 24 JUN 2026

For the organization of a training seminar to strengthen the capacities of ministerial officials on best practices in mental health and addictions.

1. Subject of the Request for Quotation:

As part of the implementation of the World Health Organization (WHO) recommendations aimed at strengthening prevention, management, and continuity of care, the Minister of Public Health plans to organize a training seminar to build the capacity of ministerial officials on best practices in mental health and addictions.

2. Nature of services:

This Request for Quotation concerns the organization of capacity-building sessions, through a training seminar for managers and staff of the Ministry of Public Health, as well as other relevant ministerial departments and public institutions. These sessions will aim to enhance their knowledge of international standards and integrated approaches to the prevention, treatment, and follow-up of mental health and addiction disorders.

3. Participation and origin:

Participation in this Request for Quotation is opened to cameroonian companies with experience in organizing of seminars and providing services, and meeting the qualification criteria indicated in this Quotation Request Document.

4. Financing:

The services covered by this Request for Quotation are financed by the Operating Budget of the Ministry of Public Health for fiscal year 2026, under allocation line no.60 40 414 1 3200011 0133 361810.

5. Estimated cost:

The estimated cost of the operation, following preliminary studies, is thirty four million three hundred and fifty thousand (34,350,000) CFA francs, All Taxes Included.

6. Consultation of the Quotation File:

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours at the Secretariat of the Public Procurement Service (Tender Office) of the MINSANTE – Tel.: 222 22 10 21, located on the ground floor of the Health Building housing the Studies and Projects Division (DEP), located near the headquarters of the Cameroon Red Cross in Yaoundé, upon publication of this notice. The soft version can equally be consulted online on the COLEPS platform at the following address: <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm> and on the ARMP website (www.arpmp.cm).

7. Submission method:

Submissions will be made exclusively online via COLEPS at <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm>.

8. Size and format of files:

For online bidding, the maximum size file for documents that will be transmitted through the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF formats for text documents;
- JPEG for images.

The bidder shall use compression software in order to reduce the size of the files to be submitted.

9. Acquisition of the Request for Quotation File:

The hard copy of the Request for Quotation File may be obtained during working hours from the Secretariat of the Public Procurement Service (Tender Office) of the MINSANTE – Tel.: 222 22 10 21, located on the ground floor of the Health building housing the Studies and Projects Division (DEP), located near the headquarters of the Cameroon Red Cross, as soon as this notice publication against the presentation of a receipt for payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of fifteen thousand (15,000) CFA francs representing the purchase fees of the Quotation.

When collecting the document, the bidder must provide a photocopy of their receipt clearly stating their name, the name of the Project Owner, and the Quotation number. The soft copy of the Request for Quotation File can equally be obtained by simple free download

from the COLEPS or PRIDESOFT platforms available at the addresses indicated above. However, the online bidding is subject to payment of the purchase fees of the Request for Quotation File.

10. Bid Bond:

Each bidder must attach to their administrative documents, under penalty of rejection, a stamped, dated, signed, and hand-paid bid bond, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC, established by a financial institution approved by the Minister of Finance and listed in 12 document of the Request for Quotation, valid for thirty (30) days beyond the initial bid validity date. The amount of the bid bond is five hundred thousand (500,000) CFA francs.

11. Submission of Quotation:

Each quotation, written in French or English, shall be submitted exclusively by the bidder on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm>, no later than 28/07/26 at 1:00 p.m. local time. A backup copy of the quotation recorded on a USB key must be forwarded in a sealed envelope with the clear and legible indication (backup copy) in addition to the references of the Request for Quotation within to the inscription above the deadline set and must bear the following mention:

* Request for Quotation Notice in emergency procedure No 05/MB-120 /RCN/MINSANTE/CIPM/2025 for the organization of a training seminar to strengthen the capacities of ministerial officials on best practices in mental health and addictions.

"To be opened only during the bid-opening session"

12. Opening of bids:

Bids shall be opened in a single phase via the COLEPS platform and will take place on 28/07/26 by the Internal Procurement Commission of the Ministry of Health, located at the former PSFN building near the headquarters of the Cameroon Red Cross, starting at 2:00 p.m. local time, in the presence of the bidders or their duly authorized representatives.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be valid and must be provided in original form and/or in copies certified by the issuing department or a competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Quotation Regulations. They must be dated less than three (03) months prior to the date of submission of bids or have been prepared after the date of signature of the Quotation Notice.

In case of the absence or non-conformity of an administrative document during the bid opening, after a period of 48 hour's deadline granted by the Tender Board, the file shall be rejected.

13. Admissibility of Quotations:

Administrative documents, the technical quotation, and the financial quotation shall be recorded on a USB key with the clear and legible indication "Backup Copy" and shall be transmitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Bids received after the bidding deadline;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Bids without indicating the identity of the Request for Quotation.

Any bid that does not comply with the requirements of this Notice and the Request for Quotation Document will be declared inadmissible. Especially, the absence and/or non-compliance of the stamped, dated, signed, hand-paid bid bond, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC, established by a first-rate financial institution approved by the Ministry of Finance and authorized to issue bonds in the context of public procurement, shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure.

A bid bond produced but not relating with this Request for Quotation shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted. The absence of a stamped, dated, signed, hand-paid bid bond, accompanied by the deposit receipt.

14. Evaluation Criteria:

These include the eliminatory criteria and essential criteria defined as follows:

14.1. Eliminatory criteria:

a. Absence of a stamped, dated, hand-paid bid bond accompanied by the deposit receipt issued by CDEC in the amount of five hundred thousand (500,000) CFA francs upon bid opening;

b. False declaration or falsified document;

c. Absence or non-compliance of an administrative document after the 48-hour deadline has expired;

d. Absence of an element of the financial offer (bid, BPU, DQE);

e. Failure to meet at least 5 out of 6 essential criteria;

f. Absence of backup copies in case of platform malfunction;

g. Absence of a duly completed, dated and signed integrity charter;

h. Absence of a duly completed, dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clause;

i. Absence of a sworn declaration stating that a contract has not been abandoned in the last three years.

14.2. Essential Criteria:

The essential criteria are as follows:

- Presentation of the bid
- Bidder's experience
- Work plan and methodology
- Key personnel
- Logistics
- Proof of acceptance of the terms of the Jobbing order

Any bid that does not meet the above criteria will be declared substantially non-compliant and will be disqualified. Bids must be priced excluding value-added tax (VAT) and including all taxes (TTC) and accompanied by the signed submission template.

15. Estimated execution period and place:

The maximum deadline set by the Project Owner for the execution of the services covered by this Request for Quotation is five (5) calendar days. This period begins on the date of notification of the service order to begin the services. The place of execution is: Mbankomo

16. Award of contract:

The Project Owner shall award the contract (Jobbing Order) to the bidder who presented a bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest, by including any, where necessary, proposed rebates.

17. Duration of the validity of Quotations:

Bidders shall remain committed by their quotations during ninety (90) days from the deadline set for submission of quotations.

18. Additional Information:

Additional information may be obtained during working hours from the Secretariat of the Public Procurement Service (Tenders Office) of the Ministry of Health (MINSANTE) – Tel.: 222 22 10 21), located on the ground floor of the Health Building housing the Studies and Projects Division (DEP), located near the Cameroon Red Cross headquarters building in Yaoundé, or online on the COLEPS or PRIDESOFT platforms available at <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm> and www.arp.cm.

Technical information can be obtained during business hours at the Secretariat of the Directorate of Health Promotion located near JAMOT Hospital.

19. Technical Assistance:

For technical assistance, should you encounter any problems using the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm.

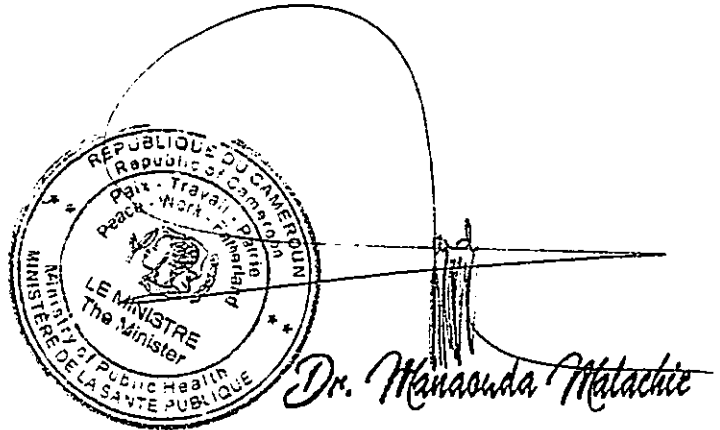
20. Fight against corruption and malpractice:

For any denunciation for practices, facts or acts, attempt of corruption or facts of malpractices, please call or text CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (text or call) at the following numbers: 673 205 725 and 699 370 748.

Yaoundé, 24 JUIN 2026

Copies:

- MINMAP;
- ARMP/JDM (for publication);
- Chairperson of ITB/MINSANTE;
- ITB/MINSANTE Secretariat;
- Public Procurement Service;
- Archives/Chrono (for information).



The image shows an official circular stamp of the Ministry of Public Health of the Republic of Cameroon. The stamp contains the text: 'REPUBLIQUE DU CAMEROUN', 'Republic of Cameroon', 'Paix - Travail - Progrès', 'Peace - Work - Progress', 'LE MINISTRE', 'The Minister', 'MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE', and 'MINISTRY OF PUBLIC HEALTH'. A handwritten signature, 'Dr. Mananda Matakhe', is written across the stamp. A large, stylized signature or mark is also present above the stamp.